

Ville de GRASSE

Département des Alpes Maritimes



Avenant n° 3

Au contrat de Délégation du service
public de l'Eau Potable
n°06 069 00 01.12

Enregistré en Sous-Préfecture
Le 12 Octobre 2012



ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Ville de **GRASSE**, représentée par Monsieur **Jérôme VIAUD**, son **Maire**, agissant en cette qualité et autorisé aux fins des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 2017,

et dénommée ci-après « la Collectivité »

d'une part,

ET,

SUEZ Eaux France (ex Lyonnaise des Eaux), société à actions simplifiée au capital de **422.224.040 euros**, ayant son siège social à la **Tour CB 21 – 16, place de l'Iris – 92040 Paris la Défense**, inscrite au registre du commerce et des sociétés de **Nanterre** sous le numéro **410 034 607 03064**, représentée par **Monsieur Hervé MADIEC**, Directeur de Région Provence Alpes Cotes d'Azur, agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués,

et dénommée ci-après « le Délégataire »

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

EXPOSÉ PRÉALABLE

Par contrat de Délégation enregistré en Sous-Préfecture de Grasse le 12 octobre 2012, la Commune de Grasse a confié la gestion de son service d'eau potable à la Société Lyonnaise des Eaux devenue désormais **SUEZ Eau France**.

Le contrat a été modifié par deux avenants :

- Avenant n°1 visé par la Sous-Préfecture le 3.12.2013 ;
- Avenant n°2 visé par la Sous-Préfecture le 10.08.2016.

Le contexte de la signature du présent avenant est le suivant :

Premièrement,

La Collectivité et le Déléataire ont procédé à l'analyse de l'organisation et de l'efficience du service public d'eau potable dans le cadre de la révision quinquennale prévue au contrat (article 36, 1^{er} alinéa).

Les parties ont en conséquence décidé de modifications permettant :

- L'adéquation des missions du service à la réalité constatée et l'optimisation de la performance des réseaux de distribution : suspension du Fond d'individualisation, suspension de la participation à la Loi OUDIN-SANTINI à partir de l'exercice 2018, amélioration du chemin de performance des réseaux avec un rendement à 85% dès 2022 au lieu de 2032, réalisation d'opérations de recherche de fuites terrain ;
- La prise en compte d'outils modernes pour la maîtrise de la ressource en eau par l'usager et une meilleure gouvernance pour la Collectivité : déploiement de l'alerte fuite à l'ensemble des usagers du service, mise en œuvre de la solution logicielle « Aquadvanced® » d'optimisation temps réel de la distribution et remplacement de la plateforme logicielle S.E.V.E par « Tout Sur Mes Services® » auprès de la Collectivité ;
- La modification du plan de renouvellement patrimonial des canalisations tenant compte des opérations réalisées et des besoins moyens termes mis en avant dans le cadre des opérations d'urbanisme de la Ville : quitus des opérations réalisées au 31 décembre 2017 et nouveau programme prévisionnel valorisé pour la période résiduelle du contrat ;
- Le reversement à l'économie du contrat des aménagements ainsi opérés dans le bilan quinquennal partagé, conduisant à la baisse du tarif.

Deuxièmement,

La formule d'actualisation de la rémunération du Déléataire comprend l'indice du prix moyen d'achat d'eau dont la charge n'est plus affectée à l'économie du service.

La formule d'actualisation est donc modifiée pour tenir compte d'une nouvelle répartition représentant la réalité économique du service.

Ainsi, les modifications apportées par le présent avenant ont pour objet, d'une part, d'améliorer la qualité du service rendu à l'usager et, d'autre part, de diminuer le tarif de ce service, engendrant de ce fait une baisse du chiffre d'affaire du contrat initial.

En outre, en vertu de l'article 36 du décret 2016-84 du 01/02/2016, le montant des modifications apportées par le présent avenant étant inférieures au seuil européen et à 10 % du montant du contrat initial, lesdites modifications sont qualifiées de non substantielles.

En conséquence les parties ont convenu des dispositions suivantes :

PROJET

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de :

- Améliorer les engagements de performance réseau du Déléataire et intégrer des opérations de recherche de fuites terrain ;
- Suspendre les engagements de la Loi OUDIN-SANTINI et suspendre le Fond d'Individualisation des missions du service ;
- Mettre à disposition des usagers le service Alerte Fuite ;
- Remplacer la plateforme d'échanges de la gestion du service par un outil modernisé « Tout Sur Mes Services[®] » ;
- Acter les opérations de renouvellement réseau et leurs valorisations financières réalisées jusqu'au 31 décembre 2017 ;
- Modifier le plan de renouvellement réseau pour la durée résiduelle du contrat ;
- Mettre en œuvre la solution logicielle « Aquadvanced[®] » permettant la gestion temps réel du système de distribution ;
- Réviser la formule d'actualisation des tarifs tenant compte de nouvelles pondérations et supprimant l'indice représentatif des achats d'eau ;
- Intégrer l'ensemble de ces aménagements dans l'économie globale du contrat, conduisant à la baisse du tarif et modifier les documents contractuels afférents.

ARTICLE 2 – RENDEMENT TECHNIQUE DU RESEAU

L'article 6.6 du contrat « Rendement technique du réseau » est abrogé et remplacé par ce qui suit :

« 6.6 – RENDEMENT TECHNIQUE DU RESEAU

☐ Définition du rendement de réseau :

Le rendement du réseau et des branchements desservant les abonnés du service délégué (RDT) est calculé comme suit :

$$RDT = \frac{A + B}{C + D}$$

Où :

- A = volume annuel consommé autorisé (correspondant au volume annuel consommateurs sans comptage + volume annuel de service du réseau + volume annuel comptabilisé) ;
- B = volume annuel vendu à l'extérieur du périmètre de la délégation ;
- C = volume annuel produit par les installations du service délégué ;
- D = volume annuel acheté à d'autres services publics d'eau potable.

☐ Objectifs de rendement de réseau :

Le rendement du réseau, devra évoluer et atteindre les niveaux minimaux suivants :

Année 2018	Année 2019	Année 2020	Année 2021	Années 2022 à 2032
80%	82%	84%	84.5%	85%

En cas de non-respect des objectifs de rendement ci-dessus, les sanctions fixées à l'article 45.1 du contrat initial seront appliquées.

Si l'Agence de l'Eau venait à exiger un taux de rendement supérieur dans les critères d'attribution de subventions, le Délégataire aura l'obligation d'atteindre ce rendement.

Pour cela, il proposera un plan d'actions d'amélioration du rendement de réseau à la Collectivité, comprenant les moyens à mettre en œuvre, leur coût, et le délai envisagé pour atteindre l'objectif. La réalisation de ce plan d'actions donnera lieu à un avenant au présent contrat et les pénalités ne pourront s'appliquer sur ces nouveaux objectifs jusqu'à réalisation du nouveau plan d'action.

Le Délégataire cherchera constamment l'amélioration du rendement du réseau. A cette fin, le Délégataire s'engage à rechercher constamment les fuites sur le réseau et à proposer à la Collectivité un programme de renouvellement adapté à la réduction des fuites sur le réseau. Le Délégataire s'engage à intervenir dès qu'une fuite du réseau public ou d'un branchement est détectée ou lui est signalée. Le délai d'intervention du Délégataire ne peut excéder **1 heure**.

Pour les casses importantes entraînant des coupures d'eau ou une dégradation notoire du service (faible pression), le Délégataire informe aussitôt la Collectivité du début de son intervention. Il informe la Collectivité sur les solutions mises en place s'il s'avère que la coupure d'eau doit persister au-delà d'une demi-journée. Dans la partie technique du rapport annuel décrite à l'article 40 du présent contrat, le Délégataire présente un bilan de ses interventions en distinguant celles effectuées sur le réseau et celles effectuées sur les branchements. S'il y a lieu, il informe la Collectivité des mesures qu'il prend pour abréger ses délais d'intervention.

□ Sectorisation du réseau :

A la date de démarrage du contrat, une sectorisation du réseau est existante sur le périmètre de la Collectivité.

Le Délégataire s'engage, conformément au programme de travaux patrimoniaux défini à l'article 21.3 à installer les compteurs supplémentaires permettant d'améliorer la finesse de cette sectorisation.

Le Délégataire utilisera les données mesurées par ces compteurs de sectorisation pour améliorer le rendement de réseau.

Le Délégataire mettra en place un système de suivi en temps réel des conditions de distribution du réseau d'eau potable de la Collectivité composé de la solution logicielle «Aquadvanced®».

L'ensemble des ouvrages existants télécommunicants (capteurs, compteurs) sera intégré à la solution logicielle y compris les informations de télélevé des compteurs d'eau potable permettant ainsi un pilotage de la performance des réseaux en temps réel et le reporting des informations collectées avec notamment les alertes de fuites par zone.

La solution logicielle « Aquadvanced® » constitue un bien propre du Délégataire.

❑ Recherche de fuites terrain :

Complémentairement aux outils de sectorisation et d'analyse des volumes mis en distribution, le Déléataire réalisera des opérations de recherche de fuites terrain par des moyens acoustiques adaptés, à minima de 10 jours par an.

Ces opérations feront l'objet d'une information géolocalisée dans le Rapport Annuel du Déléataire prévu à l'article 40. »

ARTICLE 3 – DEVELOPPEMENT DURABLE ET SOLIDARITE

L'article 10 du contrat « Développement durable et solidarité » est abrogé et remplacé par ce qui suit :

« ARTICLE 10 – DEVELOPPEMENT DURABLE ET SOLIDARITE

❑ Bilan carbone :

Le Déléataire réalisera, pour la première fois la première année du contrat puis tous les 3 ans, un bilan carbone du service d'eau potable de la Collectivité tel qu'il en a reçu la délégation au travers du présent contrat.

Après chaque bilan, les résultats seront analysés et présentés par le Déléataire à la Collectivité. Un plan d'action pour la période triennale suivante sera élaboré d'un commun accord afin d'améliorer le bilan suivant.

❑ Microturbine du réservoir des Trois Portes :

Le Déléataire s'engage à utiliser l'énergie hydraulique présente au réservoir des Trois Portes pour produire de l'électricité.

Les travaux consistent à raccorder dans la chambre de vannes du réservoir une installation comprenant : une turbine, un générateur de courant, un système de régulation et de sécurité, un raccordement au réseau EDF.

Les caractéristiques sont les suivantes :

- débit nominal : 400 m³/h
- charge hydraulique : 65 m
- puissance de production : 50 KW

Les travaux sont réalisés et financés par le Déléataire lors de la première année du contrat. Les coûts d'exploitation, d'entretien et de renouvellement sont pris en charge par le Déléataire dans le cadre des charges du service.

La recette perçue au titre de la vente de l'électricité ainsi produite sera reversée à la Collectivité par le Déléataire. Ce reversement se fera annuellement dans le mois suivant la date anniversaire du contrat de revente. Le reversement détaillera le nombre de KWh produit et le montant global hors taxes.

Ces installations sont des biens de retour au sens de l'article 49.1 du présent contrat.

□ **Fonds de Solidarité :**

En plus des dispositions législatives et réglementaires définies à l'article 14.5 ci-après, le Délégataire ouvrira dans sa comptabilité un Fonds de Solidarité spécifique à la Collectivité. Il créditera, en janvier de chaque année, ce Fonds d'un montant de **10 000 euros**. Ce montant sera actualisé chaque année en application du coefficient « k_n » prévu à l'article 27.4 du contrat.

Ce Fonds est destiné à maintenir l'accès à l'eau aux abonnés les plus démunis en prenant en charge tout ou partie de leur facture d'eau. L'utilisation de ce Fonds est décidée par le Centre Communal d'Actions Sociales (CCAS) de la Collectivité. Les montants d'aide attribués aux abonnés par le CCAS prendront la forme de « Chèques eau » que les abonnés utiliseront pour payer leurs factures d'eau au Délégataire.

Le Fonds de Solidarité est suivi conjointement par le Délégataire et la Collectivité. Il est régi par les règles suivantes :

- o il sera toujours créditeur de 10 000 euros au 31 janvier de chaque année ;
- o s'il est entièrement utilisé avant la fin d'une année civile, il n'y aura plus d'attribution d'aides jusqu'à ce qu'il soit de nouveau crédité au mois de janvier de l'année suivante ;
- o s'il reste créditeur à la fin d'une année civile, la Collectivité peut décider, soit de maintenir le solde dans le Fonds de Solidarité l'année suivante, soit d'utiliser le solde afin de confier au Délégataire des travaux d'amélioration du service d'eau potable ;
- o s'il est créditeur à l'expiration du contrat, son solde sera restitué à la Collectivité.

Le Délégataire fait part chaque année dans son Rapport Annuel du bilan financier du Fonds de Solidarité.

□ **Suivi des consommations municipales (Webpro) :**

Dans le cadre d'une démarche active de la Collectivité visant à réduire les consommations d'eau des branchements communaux, le Délégataire mettra à disposition des services techniques municipaux l'outil informatique WEBPRO.

Ce logiciel, lié à la télérelève des compteurs, définie à l'article 19.4, permettra à la Collectivité de suivre, d'optimiser et de maîtriser au quotidien les consommations des compteurs municipaux.

Le Délégataire assurera la formation des agents de la Collectivité à l'utilisation du logiciel, ainsi que la maintenance de l'outil informatique WEBPRO tout au long du contrat.

□ **Maîtrise des consommations – Alerte Fuite :**

Le Délégataire met à disposition de l'ensemble des usagers, à compter du 1^{er} janvier 2018, le service « Alerte Fuite » rattaché à la télérelève des compteurs, définie à l'article 19.4. Ce service informera l'utilisateur d'une évolution anormale de sa consommation par sms ou mail et permettra à l'utilisateur d'être acteur de la maîtrise de sa consommation d'eau sur ses installations privées.

Les coûts de déploiement et d'exploitation d'Alerte Fuite font partie des charges du service. »

ARTICLE 4 – INDIVIDUALISATION DES CONTRATS DE FOURNITURE D'EAU

Le solde constaté du Fonds Individualisation au 31 décembre 2017, sera de 40 000,00 € H.T, tenant compte du solde et de la suspension de la prestation au 31 octobre 2017.

Ce montant sera versé à la Collectivité dans le mois suivant l'entrée en vigueur du présent avenant n°3 ou au plus tard le 31 janvier 2018.

L'article 14.3 du contrat, intitulé « Individualisation des contrats de fourniture d'eau dans les immeubles collectifs » est abrogé et remplacé par ce qui suit :

« 14.3 – INDIVIDUALISATION DES CONTRATS DE FOURNITURE D'EAU DANS LES IMMEUBLES COLLECTIFS

Le Déléguataire est chargé d'exécuter, conformément aux dispositions du règlement de service, les missions nécessaires au passage à l'individualisation des contrats de fourniture d'eau dans les immeubles collectifs à usage principal d'habitation et les ensembles immobiliers de logements dans les conditions prévues par l'Article 93 de la loi n°2000-1208, modifié par la loi 2006-1772, relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains, et par le décret n°2003-408. En conséquence :

- a) Le propriétaire de l'immeuble collectif d'habitation ou de l'ensemble immobilier de logements qui souhaite individualiser son contrat de fourniture d'eau adresse sa demande au Déléguataire, dans les conditions définies à l'Article 2 du décret n°2003-408. Ce propriétaire est, soit le propriétaire bailleur privé ou public dans le cas d'une unicité de propriété, soit le syndicat de copropriétaires dans le cas d'une copropriété.
- b) Le Déléguataire est tenu de :
 - vérifier la conformité des installations décrites dans le dossier technique au regard des prescriptions techniques annexées au règlement de service ;
 - demander au propriétaire, si nécessaire, tout élément d'information complémentaire et procéder à une visite des lieux et à des prélèvements en vue d'analyse ;
 - préciser au propriétaire les modifications éventuelles à apporter à son projet et lui adresser les modèles de contrats pour la mise en place de l'individualisation.
- c) Le propriétaire, s'il décide de donner suite au projet, adresse au Déléguataire, dans les conditions définies à l'Article 5 du décret n°2003-408, une confirmation de sa demande d'individualisation des contrats de fourniture d'eau.
- d) Le Déléguataire est chargé de procéder à l'individualisation des contrats de fourniture d'eau, dans les conditions prévues par l'Article 6 du décret 2003-408 et conformément aux dispositions du règlement du service. Le passage à l'individualisation est conditionné par le respect de ces dispositions. Ce passage sera réalisé à la même date pour la totalité des contrats d'abonnements individuels de l'immeuble collectif d'habitation ou de l'ensemble immobilier de logements.
- e) Conformément au 4ème alinéa de l'Article 93 de la Loi n°2000-1208 modifiée par la loi 2006-1772, le propriétaire de l'immeuble ou de l'ensemble immobilier demandeur de l'individualisation supporte les frais de travaux nécessaires à celle-ci. Le Déléguataire est autorisé à lui facturer les interventions qu'il réalise à ce titre selon le tarif défini au bordereau des prix de travaux annexé au présent contrat. »

ARTICLE 5 – TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT

La Collectivité donne quitus au Déléataire de la réalisation complète de ces obligations de renouvellement patrimonial, arrêtées à la date du 31/12/2017.

Pour les opérations susvisées, la Collectivité ne pourra, réclamer aucune indemnité ou pénalité à l'échéance du contrat et en contrepartie le Déléataire ne pourra réclamer aucune indemnité du fait du manque à gagner.

☞ L'alinéa « Valorisation » de l'article 21.2 du contrat intitulé « **Travaux de renouvellement et de grosses réparations à caractère fonctionnel** » est abrogé et remplacé par ce qui suit :

« Valorisation » :

Les dépenses effectives de renouvellement fonctionnel engagées par le Déléataire seront valorisées comme suit : prise en compte des dépenses de charges de personnels, de sous-traitances, de fournitures, directement affectables à la réalisation de ces opérations, et affectation d'un coefficient de charges indirectes de 15 % (frais de pilotage, d'encadrement et frais généraux).

Le montant de la garantie annuelle, fixée au compte d'exploitation, sera actualisée chaque année au 1^{er} janvier par application du coefficient d'actualisation prévu à l'article 27.4 du contrat. »

☞ L'alinéa « Valorisation » de l'article 21.3 du contrat intitulé « **Travaux de renouvellement – Renouvellement patrimonial** » est abrogé et remplacé par ce qui suit :

« Valorisation » :

La gestion du compte de renouvellement patrimonial, relative aux opérations engagées par le Déléataire sera effectuée comme suit :

Au débit : les dépenses de charges de personnels, de sous-traitances, de fournitures, directement affectables à la réalisation de ces travaux et application d'un coefficient de charges indirectes de 15 % (frais de pilotage, d'encadrement et frais généraux).

Au crédit : le montant de la dotation annuelle, qui sera actualisée chaque année au 1^{er} janvier par application du coefficient d'actualisation prévu à l'article 27.4 du contrat.

Dotation annuelle de base = 1 080 956,00 € H.T/an (valeur 2017). »

ARTICLE 6 – TARIF DE BASE DU DELEGATAIRE

L'article 27.2 du contrat intitulé « Etablissement de la rémunération du Déléataire » est abrogé et remplacé par ce qui suit :

« 27.2 – ETABLISSEMENT DE LA REMUNERATION DU DELEGATAIRE

En contrepartie des obligations et charges qui lui incombent en exécution du présent contrat, le Déléataire est autorisé à percevoir un prix de l'eau auprès des abonnés sur la base du tarif fixé au présent article, auquel s'ajouteront les différents éléments présentés à l'article 26.

Le tarif de base hors taxes et redevances est défini, en valeur au 01.01.2013, par les prix de base P₀ suivants :

☐ **Partie fixe :**

La partie fixe **PF₀** est perçu d'avance, par moitié, par semestre :

Diamètre du compteur en mm	PF ₀ en Euro H.T par an
15 mm	62,00
20 mm	230,00
25 mm	360,00
30-32 mm	510,00
40 mm	820,00
50 mm	1 300,00
60-65 mm	1 800,00
80 mm	3 500,00
100 mm	5 500,00
150 mm	5 900,00
200 mm	7 867,00

☐ **Consommation :**

La partie variable **PV₀**, par tranches de consommation annuelle, est telle que :

Tranche de consommation annuelle, en m ³	Prix au mètre cube (€ H.T par m ³)
T1 : 0 à 30 m ³ /an	0,3525
T2 : 31 à 120 m ³ /an	0,4523
T3 : 121 à 1 000 m ³ /an	0,6098
T4 : 1 001 à 6 000 m ³ /an	0,5723
T5 : Supérieure à 6 000 m ³ /an	0,5023

Le nombre de m3 facturés correspondra au nombre de m3 d'eau potable relevé au compteur de l'abonné.

Ces redevances sont perçues tous les six mois par le Déléataire pour son propre compte. Elles tiendront compte de l'indice des taxes en vigueur au moment de l'encaissement et de la formule de variation définie à l'article 27.4. »

ARTICLE 7 – EVOLUTION DE LA REMUNERATION DU DELEGATAIRE

L'article 27.4 du contrat « Evolution de la rémunération du Déléataire » est abrogé et remplacé par ce qui suit :

« 27.4 – EVOLUTION DE LA REMUNERATION DU DELEGATAIRE

Les tarifs de base visés à l'article 27.2 ci-dessus sont actualisés au 1er janvier de chaque année par application des formules suivantes :

$$\left\{ \begin{array}{l} \mathbf{PF_n = PF_0 \times K_n} \\ \mathbf{PV_n = PV_0 \times K_n \times H_n} \end{array} \right.$$

Avec d'une part :

- o **PF_n** et **PV_n** = tarifs de l'année n ;
- o **PF₀** et **PV₀** = tarifs de base ;
- o **K_n** = coefficient de variation représentatif de l'évolution des charges supportées par le Déléataire pour l'année n, tel que :

$$K_n = 0,15 + 0,40 \times \frac{ICHT-E_n}{ICHT-E_0} + 0,11 \times \frac{FSD2_n}{FSD2_0} + 0,34 \times \frac{TP10a_n}{TP10a_0} \times 1,2701$$

Formule dans laquelle :

Indice	Descriptif de l'indice	Valeur de base « 0 » connue au 01/01/2013	Source
ICHT-E	Indice national du coût horaire du travail Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution (hors effet CICE) publié par l'INSEE ou le MTPB	107,6	MTPB n° 5667 du 06/07/2012
FSD2	Indice des frais divers de catégorie 2	125,5	MTPB n° 5672 du 10/08/2012
TP10a	Indice national de prix de Travaux Publics, canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fournitures de tuyaux	133,4	MTPB n° 5671 du 03/08/2012

La valeur des paramètres indice n est la dernière connue au 1er janvier de chaque année.

Le coefficient K_n est arrondi au cent millième le plus proche (5 décimales)

et d'autre part :

H_n = coefficient tenant compte des variations de la consommation des abonnés imprévues lors de la signature du contrat et calculé de la manière suivante :

- Si : $0,95 < J_n < 1,05$ alors $H_n = 1$;
- Sinon : $H_n = 0,90 J_n + 0,10$;

avec:

- n est l'année civile en cours ;
- **J_n** est un coefficient défini comme suit, qui s'applique aux facturations de l'année n : $J_n = \frac{V_{n-1}^\circ + V_{n-2}^\circ + V_{n-3}^\circ}{V_{n-1} + V_{n-2} + V_{n-3}}$ pour les années suivantes,

formule dans laquelle V_n représente la somme des volumes facturés l'année n et V_n[°] est le « volume facturé théorique » pour l'année n défini dans l'annexe 8 du contrat.

Le Déléataire communique pour information à la Collectivité le calcul de la révision au plus tard le 15 janvier de l'année n.

Les tarifs ainsi indexés sont arrondis à deux décimales pour la partie fixe PF et à quatre décimales pour les parties variables PV.

Au cas où, un ou plusieurs indices composant le coefficient **K** mentionné ci-dessus ne seraient plus publiés, le Déléataire proposera à la Collectivité, par un simple courrier, des indices de remplacement et le mode de raccordement entre les anciens et les nouveaux indices. Les nouveaux indices auront leur effet dans un délai d'un mois à partir de la date de la demande de substitution. »

ARTICLE 8 – TRANSPARENCE DU SERVICE

Le premier alinéa « Echanges d'informations et de données » de l'article 42.4 du contrat intitulé « Suivi de la performance et de la transparence du service » est abrogé et remplacé par ce qui suit :

« • Échanges d'informations et de données :

Afin de permettre à la Collectivité de disposer au quotidien de l'ensemble des informations relatives à l'exploitation du service, le Déléataire met en place la plateforme collaborative extranet « Tout Sur Mes Services », en remplacement du précédent accès « S. E.V.E ».

Le Déléataire mettra à disposition de la Collectivité les licences nécessaires, à partir des supports que la Collectivité aura défini (smartphone, tablette, ordinateur).

Cette plateforme collaborative permettra à la Collectivité d'avoir un accès permanent (plateforme d'échanges et d'archivages de documents) :

- à l'état de fonctionnement des installations ;
- aux interventions planifiées du Déléataire ;
- aux données du contrat ;
- aux interventions en cours sur les réseaux et ouvrages ;
- aux indicateurs de pilotage du service ;
- aux cartographies des réseaux et ouvrages et aux synoptiques (défini à l'article 7.6 du contrat) ;
- aux équipes techniques du Déléataire.

TSMS[®] constitue un bien propre du Déléataire.

Sur simple demande, le Déléataire est tenu de fournir à la Collectivité, sur support informatique standard, toutes les données techniques qu'il sera amené à communiquer sur support papier. Ceci concerne notamment l'inventaire des installations, les données du journal de marche, le programme de renouvellement patrimonial, et les données contenues dans le Rapport Annuel du Déléataire. »

ARTICLE 9 – DATE D'EFFET ET AUTRES CLAUSES

L'avenant prendra effet à la date de notification de la Collectivité sous réserve d'enregistrement des services du contrôle de légalité.

Toutes les dispositions du Contrat d'Affermage et de ses avenants n°1 à 2, non expressément modifiées par le présent avenant n° 3 demeurent applicables.

ARTICLE 10 – ANNEXES

Les documents suivants sont annexés :

- Annexe 1 : Compte d'Exploitation Prévisionnel Pluriannuel, annule et remplace l'annexe 8 du contrat de base ;
- Annexe 2 : Programme Prévisionnel de Renouvellement, annule et remplace l'annexe 5 du contrat de base ;

Fait en trois exemplaires originaux à GRASSE, le

2017.

Pour la Collectivité,
Le Maire,

Pour le Délégataire,
Le Directeur de la Région PACA,

M. Jérôme VIAUD

M. Hervé MADIEC

ANNEXE 1

Compte d'Exploitation Prévisionnel Pluriannuel

Cette Annexe annule et remplace l'ANNEXE 8 du contrat de base.

PROJET

ANNEXE 2

Programme Prévisionnel de Renouvellement

Cette annexe annule et remplace l'ANNEXE 5 du contrat de base.

PROJET